



## **MEMORANDUM N° 03/2011**

**06/01/2011**

### **SUMMARY:**

- ONE) - SOUTH AFRICA PUSHES TOO FOR RAPID UN REFORM – Page 2**
- TWO)- U.S. SENATOR KERRY WELCOMES BASHIR STATEMENTS – Page 2**
- THREE) - BIGGEST BORDER PROBLEM REMAINS ABYEI - Page 2**
- FOUR)- SUDAN’S BASHIR WANTS BORDER WITH SOUTH DELIMITED WITHIN SIX MONTHS – Page 3**
- FIVE)- SOUTH SUDAN STILL SPLIT BY INTERNAL WAR, TRIBALISM - Page 3**
- SIX)- SOUTH SUDAN WILL BE THE FIRST CASE OF BREAKING COLONIAL BORDERS’ PÀCT – Page 4**
- SEVEN) - SOUTH SUDAN FIGHTERS SIGN TRUCE AHEAD OF SECESSION VOTE - Page 5**
- EIGHT) - SUDAN DEFICIT FORCES SUBSIDY CUTS, PRICE RISES - Page 5**
- NINE) - IVORY COAST MILITARY BLOCKADE STILL IN PLACE, SAYS OUATTARA CAMP - Page 6**
- TEN) - UN URGES IVORY COAST’S GBAGBO TO END PROPAGANDA CAMPAIGN AGAINST IT – Page 6**
- ELEVEN) - OUATTARA SAYS GBAGBO ORDERED VIOLENCE - Page 6**
- TWELVE) - CATHERINE ASHTON APPOINTS MANAGING DIRECTOR FOR AFRICA - Page 7**
- THIRTEEN) - MOROCCO BANS AGAIN AWARDING CEREMONY OF TRANSPARENCY INTERNATIONAL PRIZE - Page 7**
- FOURTEEN) - GHANA SHOWS FISCAL DISCIPLINE WITH FUEL HIKE - Page 8**
- FIFTEEN) - TUNISIAN SETS HIMSELF ABLAZE IN NEW SELF-IMMOLATION INCIDENT – Page 8**
- SIXTEEN) - ALGERIAN YOUTH TAKES TO THE STREETS TO PROTEST ECONOMIC DEPRIVATION - Page 8**
- SEVENTEEN) – KENYA - THE SILENT KILLER THAT CONTINUES TO CLAIM CHILDREN’S LIVES – Page 9**
- EIGHTEEN) - NAMIBIA EMBARKS ON NUCLEAR POLICY – Page 10**

## **ONE) - SOUTH AFRICA PUSHES TOO FOR RAPID UN REFORM**

L'Afrique du Sud entend profiter de son mandat au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire aboutir une réforme de l'organe décisionnel des Nations unies, a déclaré mercredi la ministre des Affaires étrangères Maite Nkoana-Mashabane. "Lors de nos interactions quotidiennes avec les cinq membres permanents et les autres membres du Conseil, nous essaierons de les persuader de la nécessité de conclure rapidement la réforme", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse à Pretoria. L'Afrique du Sud a entamé le 1er janvier un mandat de deux ans comme l'un des dix membres non permanents du Conseil de sécurité, où seuls les cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) disposent d'un droit de veto. "Nous allons nous retrouver au cœur de l'organe le plus puissant" des Nations unies, a souligné la ministre sud-africaine mais "la répartition des pouvoirs n'est pas en faveur des membres non permanents et les intérêts nationaux l'emportent parfois sur les engagements internationaux". "L'usage abusif des armes diplomatiques, à la discrétion des membres, peut rendre le travail du Conseil très difficile", a encore estimé Mme Nkoana-Mashabane pour justifier le besoin de réformes. L'Afrique du Sud sera également sous haute surveillance des organisations de défense des droits de l'homme qui l'ont accusée de "s'aligner sur les forces réactionnaires" lors de son dernier mandat au sein du Conseil (2007-2008). Sous la présidence de Thabo Mbeki, le pays avait refusé de sanctionner sévèrement les violences post-électorales au Zimbabwe en 2008, la répression par la junte birmane de manifestations en septembre 2007 et le programme nucléaire iranien.

## **TWO) - U.S. SENATOR KERRY WELCOMES BASHIR STATEMENTS**

Le sénateur américain John Kerry a jugé mercredi "extrêmement encourageants" les propos du président soudanais Omar el-Béchir sur la sécession du Sud-Soudan ajoutant que la bonne tenue du référendum serait un signe précurseur à une nouvelle relation avec Washington. "Le discours du président Béchir ici (le 31 décembre à Khartoum) et ses commentaires hier à Juba sont extrêmement encourageants", a déclaré à des journalistes John Kerry à l'issue d'un entretien avec un influent conseiller présidentiel Ghazi Salaheddine. Ces propos "sont très positifs, très constructifs et je pense que c'est de bon augure pour les événements qui commencent au cours des prochains jours", a ajouté M. Kerry, actuellement en visite dans la capitale soudanaise. "Nous souhaitons la bonne tenue du référendum qui serait un signe précurseur à une nouvelle relation renforcée avec les Etats-Unis", a assuré M. Kerry. Les Sud-Soudanais doivent choisir entre le maintien de l'unité avec le reste du Soudan ou la sécession lors d'un référendum prévu du 9 au 15 janvier. Ce scrutin est le point-clé de l'accord de paix ayant mis fin à plus de deux décennies de guerre civile entre le Nord, musulman, et le Sud, en grande partie chrétien. Le président Omar el-Béchir a joué la carte de l'apaisement avec le Sud mardi lors d'une visite à Juba, la capitale sudiste, lors de laquelle il a réitéré son engagement à reconnaître une éventuelle sécession du Sud et indiqué qu'il accueillerait favorablement la décision des Sudistes, quelle qu'elle soit. Le Soudan figure sur la liste noire américaine des pays liés au terrorisme et fait l'objet depuis 1997 de sanctions économiques par Washington. Khartoum a souvent plaidé pour la levée de ces sanctions, le retrait du Soudan de la liste noire et la normalisation des relations entre les deux pays.

## **THREE) - BIGGEST BORDER PROBLEM REMAINS ABYEI**

Lutte pour l'accès à l'eau, soif de pétrole, rivalité tribale historique, radicalisation des esprits: la région contestée d'Abyei a tous les ingrédients d'un cocktail explosif à la frontière du Nord et du Sud-Soudan. L'accord de paix prévoyait la tenue "simultanément" de deux référendums le 9 janvier 2011, l'un sur l'indépendance du Sud-Soudan, l'autre sur le rattachement d'Abyei au Nord ou au Sud. Le premier scrutin doit avoir lieu dimanche, mais le second a été renvoyé aux calendes grecques, les ex-rebelles du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM, sud) et la tribu Dinka Ngok d'un côté, les Arabes Misseriya et le Parti du congrès national (NCP, nord) de l'autre, n'ayant pas réussi à s'entendre sur le droit de vote des électeurs. En fait, des divergences demeurent sur la délimitation de la région d'Abyei. Après la guerre civile, Nordistes et Sudistes avaient mis sur pied une commission afin de délimiter les frontières d'Abyei, mais les travaux de celle-ci n'ont pas fait consensus. A la suite de combats meurtriers en mai 2008 à Abyei, les deux parties ont porté leur

différend à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Celle-ci a réduit la région d'Abyei à un domaine d'environ 10.000 km<sup>2</sup> habité principalement par les Sudistes Dinka Ngok et exclu de ce territoire les précieux puits du bassin pétrolier de Heglig qui ont échoué du côté nord de la frontière. La décision a été acceptée par le SPLM à la tête du Sud-Soudan, les Dinka Ngok, et le NCP au pouvoir à Khartoum, qui rêvait de faire main basse sur le trésor pétrolier, mais a été rejetée par les Misseriya, tribu ayant combattu pour les Nordistes pendant la guerre civile. Le NCP est par la suite revenu sur sa décision et a soutenu, avec plus ou moins de convictions, les revendications des Misseriya. Cette tribu arabe nordiste migre chaque année pendant la saison sèche vers le Bahr al-Arab en quête de pâturage pour leur bétail, avant de s'enfoncer en territoire sudiste. Or, cette rivière serpente Abyei. Et puisque la loi référendaire accorde le droit de vote aux Dinka Ngok, mais pas aux Misseriya, ceux-ci craignaient de perdre l'accès à la rivière en cas de rattachement d'Abyei au Sud. Des négociations entre SPLM, NCP, Dinka Ngok et Misseriya, sous les auspices des Etats-Unis et de l'Union africaine, ont tenté de dénouer le problème, en vain. "Les deux camps se radicalisent", souligne un analyste. La crise d'Abyei témoigne en fait des difficultés liées à la démarcation de la frontière Nord-Sud. "L'échec pour tenter de résoudre ce problème frontalier dans le cadre de l'accord de paix est révélateur. Cela a des conséquences tragiques pour la détermination de la frontière Nord-Sud, appelée à devenir une frontière internationale", résumait récemment le spécialiste Douglas Johnson. Car la délimitation de la frontière de plus de 2.000 kilomètres entre le Nord et le Sud-Soudan n'est pas encore réglée. Outre Abyei, au moins cinq secteurs demeurent contestés. Les Misseriya, dont certains membres radicalisés ont récemment bloqué manu militari la route à des Sudistes et brièvement enlevé un employé chinois du secteur pétrolier, commencent normalement début janvier leur migration vers Abyei, date coïncidant avec le référendum au Sud-Soudan. Des responsables nordistes ont par ailleurs prévenus les Dinka Ngok de représailles s'ils décidaient de déclarer unilatéralement l'annexion d'Abyei au Sud-Soudan.

#### **FOUR)- SUDAN'S BASHIR WANTS BORDER WITH SOUTH DELIMITED WITHIN SIX MONTHS**

La frontière entre le nord et le sud du Soudan devra être délimitée en juillet prochain, au moment de l'indépendance prévue du Sud-Soudan, a affirmé mardi le président soudanais Omar el-Béchar qui a aussi plaidé pour la liberté de mouvement entre les deux régions. "La démarcation de la frontière sera complétée avant le 9 juillet, mais une démarcation ne signifie pas un mur de séparation, mais une délimitation permettant le mouvement des citoyens des deux côtés de la frontière selon ce qui sera permis par les autorités administratives", a-t-il déclaré lors d'une rare visite à Juba, la capitale sudiste, selon l'agence officielle Suna. Les Sud-Soudanais doivent choisir du 9 au 15 janvier prochain entre le maintien de l'unité avec le reste du Soudan et la sécession. Dans le cas d'un vote en faveur de la sécession, le Sud-Soudan deviendrait indépendant en juillet au terme de la période intérimaire de six ans initiée en 2005 par l'accord de paix Nord-Sud. Après la signature de cet accord de paix, les ex-rebelles sudistes du SPLM et le Parti du congrès national (NCP) du président Béchar avaient mis sur pied une commission technique chargée de démarquer la frontière entre les deux régions. Or cette commission a délimité jusqu'à présent environ 80% de la frontière, mais au moins cinq points font toujours l'objet d'un différend. Les Sudistes du SPLM ont affirmé la semaine dernière envisager de recourir à l'arbitrage international afin de résoudre ces disputes sur la démarcation de la frontière.

#### **FIVE)- SOUTH SUDAN STILL SPLIT BY INTERNAL WAR, TRIBALISM**

Les Sud-Soudanais vont devoir se forger une identité nationale, ce qui n'est pas une tâche facile dans une région morcelée par la guerre et forte d'une diversité vertigineuse avec une soixantaine de tribus s'exprimant dans autant de langues. Le Nord-Soudan, en grande partie arabe et essentiellement musulman, et le Sud, où le christianisme s'est ajouté aux croyances ancestrales, ont cessé les combats en 2005 après 22 ans de conflit armé. Cette guerre sanglante à l'origine de deux millions de morts a laissé des stigmates au Sud-Soudan, où des tribus et des milices locales sudistes se sont aussi ébréchées. Les rivalités historiques entre les grandes tribus Dinka et Nuer, voire au sein même de ces tribus, ont été exploitées pendant la guerre civile par les Nordistes qui ont armé des milices tribales afin de diviser les Sudistes et ainsi tenter de régner sur la région. "La guerre avec le Nord a créé plusieurs divisions entre nous, au point qu'aujourd'hui encore des petits

affrontements pour la mainmise sur des vaches peuvent dégénérer en grande bataille", explique Alfred Agot, un chef tribal rencontré par l'AFP à Kuajok, capitale de l'État sudiste de Warrap, l'un des plus touchés par la guerre civile Nord-Sud. "Dans le passé, les sages des villages et les chefs tribaux rassemblaient tout le monde et trouvaient une issue pacifique lorsqu'il y avait des disputes", regrette-t-il. Plus de 900 personnes ont perdu la vie dans des combats tribaux, des attaques de rebelles ou dans d'autres types d'incidents sécuritaires qui ont provoqué le déplacement d'environ 215.000 personnes au Sud-Soudan en 2010, selon les estimations de l'ONU. Et pour souder une population meurtrie, divisée, en proie à la rancœur, les autorités du Sud-Soudan ont renforcé les pouvoirs des leaders locaux par la création de "Conseils pour l'autorité traditionnelle des chefs" dans les dix États sudistes. "Le conseil vise à rapprocher les anciens et les jeunes afin de discuter pacifiquement de problèmes", note Jacob Madhol Lang, chef coiffant l'autorité de 800 leaders dans le conseil tribal de Warrap, l'une des régions les plus endeuillées par les conflits tribaux. Plusieurs de ces chefs sont payés par le gouvernement et travaillent de pair avec les autorités dans la résolution de conflits. A Kuajok, un village aux infrastructures naissantes, une immense salle a été inaugurée en décembre pour faciliter les discussions entre les leaders tribaux. "Lorsqu'il y a un différend nous discutons, puis établissons une peine qui sera acceptée par toutes les parties. La communauté peut ainsi aller de l'avant en paix" et cesser de se quereller, souligne M. Lang. Répartis en une soixantaine de tribus (Dinka, Nuer, Shillouk, Toposa, Azande, etc...), les Sudistes doivent désormais trouver en eux-mêmes les racines de ce qui les unit plutôt que de s'unir par simple opposition au Nord. "Maintenant qu'il n'y a plus de +Nord+ auquel les Sudistes peuvent s'opposer collectivement, ce qui unira le Sud est le désir de bâtir une nation forte ensemble, une nation basée sur une identité commune", explique l'intellectuel sudiste Jok Madut Jok. "Le gouvernement, la société civile, les entrepreneurs, les citoyens ordinaires doivent préserver, exposer et célébrer les pratiques culturelles qui sont communes à tous les Sudistes", précise-t-il. Dans cette quête de l'esprit de la nation, les chefs de tribus veulent prêcher par l'exemple. "En nous rapprochant, nous, les chefs des différentes tribus nous pouvons aider les Sudistes à vivre en paix les uns avec les autres", espère Madelena Tito, chef du conseil d'Equateur-Oriental. "Nous avons la chance de bâtir un Sud pacifique, nous ne devons pas la perdre", plaide la seule chef tribale élue à la tête d'un conseil.

## SIX)- SOUTH SUDAN WILL BE THE FIRST CASE OF BREAKING COLONIAL BORDERS' PACT

Le référendum d'indépendance du Sud-Soudan ouvre une véritable boîte de pandore en Afrique car il remet en cause les frontières héritées de la colonisation et pourrait créer un précédent pour d'autres régions tentées par la sécession. "Le Sud-Soudan est incontestablement un précédent. Il n'y a jamais eu de référendum dans un pays africain qui a permis à une partie de la population, à une région en particulier, de décider si elle avait l'intention de rester dans le cadre d'un État unitaire ou au contraire de faire sécession", note René Otayek, du Centre d'étude sur l'Afrique noire à Sciences Po Bordeaux. Les puissances occidentales s'étaient partagé le gâteau de l'Afrique lors de la conférence de Berlin en 1885. Après la décolonisation au début des années 1960, les pays du continent ont formé l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ancêtre de l'Union africaine, avec pour credo "l'intangibilité" des frontières héritées de cette période coloniale. Certes, l'Erythrée s'était prononcée en 1993 sur son indépendance face à l'Éthiopie, mais à la différence du Sud-Soudan, ce pays de la Corne de l'Afrique avait déjà existé, en tant que colonie italienne. "Ce qui ajoute à la spécificité de la situation soudanaise, c'est le consensus international sur le référendum et sur le respect par toutes les parties du résultat de ce scrutin. C'est fondamental", souligne Otayek. "En terme légal, le référendum se fait dans les règles prescrites du droit international, avec l'accord de la capitale et une supervision internationale qui doit en attester la crédibilité. Mais en terme de perception, cela montre qu'il est possible d'obtenir la sécession. Et donc puisque c'est possible, on peut se battre pour elle", explique Roland Marchal, spécialiste du Soudan.

**DANGEROUS EXAMPLE FOR OTHER AFRICAN COUNTRIES** D'autres régions d'Afrique, ou mouvements rebelles, pourraient à leur tour réclamer un référendum d'autodétermination: le Sahara occidental, l'enclave pétrolière angolaise du Cabinda, les Touaregs dans le nord du Mali et du Niger, la Casamance au Sénégal... Au Soudan même, les rebelles du Darfour, région de l'ouest du pays en proie à la guerre civile, ont récemment plaidé pour la tenue d'un référendum sur l'avenir de leur ancien sultanat, faisant planer la menace d'un réel démembrement du géant soudanais. "Je ne suis pas certain que le cas du Sud-Soudan aura un impact immédiat sur les conflits séparatistes de longue durée comme dans la province angolaise du Cabinda ou la Casamance au Sénégal", tempère Alex Vines, de l'institut britannique Chatham House. "Si d'autres régions voulaient suivre l'exemple du Sud-Soudan, encore faudrait-il qu'il y ait un consensus de la communauté internationale", souligne Otayek. De nombreux chefs d'État africains ont déjà exprimé leurs réserves face à la

sécession attendue du Sud-Soudan. Si la reconnaissance du nouveau-né sud-soudanais par les puissances occidentales semble déjà acquise, elle pourrait être difficile à accepter pour certains frères africains qui craignent de voir ce précédent se retourner un jour contre eux. "Il y a un malaise africain face à cette indépendance parce qu'elle rompt une tradition (l'intangibilité) et parce qu'elle semble due à la pression des Etats-Unis. Cela est perçu comme si c'était Berlin II, que des puissances découpaient à nouveau l'Afrique", constate M. Marchal.

#### **SEVEN) - SOUTH SUDAN FIGHTERS SIGN TRUCE AHEAD OF SECESSION VOTE**

The army of southern Sudan signed a ceasefire with a renegade general's fighters on Wednesday, easing one potential source of instability days before the region votes in a referendum on its independence. George Athor, a former senior officer in southern Sudan's army, was the last major guerrilla leader fighting against the authorities who control what could become Africa's newest independent country. Athor, believed to be holed up in remote Jonglei state, sent a delegation which signed the truce late on Wednesday in a hotel in regional capital Juba. His forces had killed scores of troops since he rebelled against the south's government, after accusing officials of perpetrating fraud in elections in April. "We are very grateful to George Athor for his tireless efforts to make this ceasefire a success," said officer Michael Majur, speaking on behalf of the southern army, the SPLA. The south has seen insecurity from tribal clashes, unruly soldiers and anti-government militias, feeding fears it may struggle to go it alone. Athor's delegation said the truce proved the south could survive independence and not threaten regional security. "We want to assure people in the region that we can take the task to solve our own problems, and to establish peace in south Sudan," said Abraham Thon, speaking for Athor. South Sudan's leader Salva Kiir offered in October to pardon Athor, and both sides had agreed to keep out of each other's way until negotiations were concluded. Two weeks ago, the southern army accused Athor's forces of laying an ambush for them that killed 20 soldiers and wounded 50 others.

#### **EIGHT) - SUDAN DEFICIT FORCES SUBSIDY CUTS, PRICE RISES**

Sudan announced emergency measures on Wednesday to redress a budget deficit, raising prices of key goods and gradually reducing subsidies on petroleum products in moves that could stir unrest. Khartoum has spent heavily on government and defence while increasing its debt and imports to cover a fall in local production, leading to foreign exchange shortages, rising inflation and a weakening Sudanese pound. Sudan's Finance Minister Ali Mahmoud said petroleum products -- which the government subsidises -- including diesel and jet fuel would increase by 2 Sudanese pounds a gallon and sugar would rise 20 pounds per 50 kilogram bag. Sugar and bread are staples in Sudan. Mahmoud also announced a 25 percent cut in salary for 149 ministerial-level government officials and a 30 percent reduction in foreign travel for the government, which analysts said would have limited effect. Mahmoud acknowledged there was a budget deficit for 2011 but declined to say how much. Sudan, which operates an opaque economic policy, has kept its 2011 budget under wraps and has not declared any financial details. "This was caused by rising global prices," he told parliament as it passed the budget measures. He also blamed the economic crisis on speculation ahead of a Jan. 9 referendum on secession for the oil-producing south. Mahmoud said the new measures would raise an extra 2 billion Sudanese pounds (\$669 million). The budget was calculated on the unlikely premise that south Sudan would vote for unity in the plebiscite, so the south's secession would require him to present a new budget to parliament. The minister announced lower-level state workers would get an extra 100 Sudanese pounds a month but little else targeting the poor majority of Sudan's 40 million people. Gross national product per capita in Sudan was just \$1,220 in 2009. Mahmoud said subsidies on petroleum products and other goods would be reduced "gradually" beginning with this first stage, indicating more price rises would follow. Sudan produces some 500,000 barrels per day of oil, but only 100,000-110,000 bpd are from wells in the north. Sudan also has the potential to be the agricultural bread basket of the region, with an abundance of Nile water and arable land. But decades of war, mismanagement and neglect has left agriculture and local industry in decay. The economy is dependent on oil for some 45 percent of its budget and most of its foreign currency revenues. The 2011 budget estimated inflation would be 14 percent but analysts said it was likely to be higher. In November Sudan

temporarily devalued the Sudanese pound to match the black market, hoping to bring more foreign currency into official trade and destroy the parallel market. So far it has met with limited success with banks still unable to meet the demand for foreign currency.

#### **NINE) - IVORY COAST MILITARY BLOCKADE STILL IN PLACE, SAYS OUATTARA CAMP**

Ivory Coast strongman Laurent Gbagbo has broken his promise to African mediators to lift a military blockade around the hotel where his rival Alassane Ouattara is holed up, a spokesman for Ouattara said Wednesday. Kenyan Prime Minister Raila Odinga and three West African heads of state met Gbagbo in the economic capital Abidjan on Monday, and said they extracted a promise from the defiant leader to enter into talks and remove the barricades. "Mr Gbagbo has kept his word on the blockade, which he lifted at around midday yesterday," Odinga said in a statement released Wednesday after his return to Kenya. However, Patrick Achi, spokesman for Ouattara's alternative government, said the blockade was still there as of Wednesday morning. "They (the barricades) have not been removed ... and we think they will stay," he told dpa. "We think this is a manoeuvre to buy time since the heads of state were there, but I'm sure it wasn't in their minds to move it." ECOWAS has warned Gbagbo it could use force to oust him if he does not step down, although analysts feel this is an unlikely scenario given the negative implications for regional security and upcoming elections in Nigeria, which would be the most likely candidate for providing troops. The UN has accused pro-Gbagbo forces of extrajudicial killings and disappearances of Ouattara supporters amid unconfirmed reports of the existence of mass graves. The military on Wednesday staged an early morning raid on the headquarters of the RHDP - a coalition of parties backing Ouattara - and arrested 20 people, according to witnesses. Some 22,000 Ivorians have fled to neighbouring Liberia fearing a return to civil war, the UN refugee agency said.

#### **TEN) - UN URGES IVORY COAST'S GBAGBO TO END PROPAGANDA CAMPAIGN AGAINST IT**

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) a exigé mercredi "l'arrêt immédiat" de la campagne médiatique à son encontre menée selon elle par le camp d'un des deux présidents proclamés du pays, Laurent Gbagbo. "Le 29 décembre, le camp du président Laurent Gbagbo, par le biais de la RTI (télévision d'État), a commencé la seconde phase de sa campagne médiatique hostile à l'Onuci. Cette campagne doit avoir été planifiée au plus niveau du camp du président Gbagbo", affirme l'Onuci dans un communiqué. "Depuis cette date, la RTI diffuse sans arrêt les images de deux personnes présentées comme les victimes de tirs d'une patrouille de l'Onuci à Abobo. Le ton est monté récemment et la campagne mobilise des acteurs au plus haut niveau du camp", insiste le texte. L'Onuci avait confirmé le 30 décembre un incident impliquant une de ses patrouilles, la veille dans le quartier d'Abobo (nord d'Abidjan), mais avait formellement démenti avoir tiré sur une foule hostile. L'Onuci, qui avait déjà dénoncé "les appels à la haine" de la RTI, "demande l'arrêt immédiat de cette campagne négative". M. Gbagbo en personne avait accusé la mission d'avoir "tiré sur des civils" à Abobo et redemandé son départ de Côte d'Ivoire. Selon l'Onuci (9.000 éléments), la première phase de la "campagne" contre elle avait démarré mi-décembre quand le camp Gbagbo a remis en cause l'impartialité de la mission, accusée de soutenir son rival Alassane Ouattara, reconnu chef de l'État par la communauté internationale. La force onusienne dénonce par ailleurs "les violations des droits de l'Homme, y compris l'attaque d'éléments armés envoyés par le camp du président Gbagbo" mardi à Abidjan sur le siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à Abidjan (qui est aussi le siège de la coalition pro-Ouattara) et qui a "conduit à de nombreuses arrestations arbitraires et des victimes". Le gouvernement Gbagbo a confirmé cette attaque, affirmant qu'un militant pro-Ouattara avait été tué, 63 personnes interpellées et huit blessées, dont sept policiers.

#### **ELEVEN) - OUATTARA SAYS GBAGBO ORDERED VIOLENCE**

Ivory Coast's presidential claimant Alassane Ouattara said on Thursday he had proof his rival, Laurent Gbagbo, had instigated post-election violence and ordered foreign agents to carry out killings. There was no immediate

reaction from Gbagbo's camp but the United Nations said the confirmed death toll from the violence had risen to 210 and condemned the blocking of investigators trying to probe reports of further killings. Ivory Coast has been in turmoil since a Nov. 28 presidential election that Western powers and African states say was won by Ouattara. Gbagbo has held on to power and called for U.N. forces to leave the country, a move rejected by the world body, which on Wednesday called for an extra 1,000-2,000 peacekeepers to bolster the existing force of 10,000 soldiers and policemen. "Laurent Gbagbo has blood on his hands. He has ordered assassinations of citizens by foreign agents," Ouattara told Europe 1 radio. "Of course, we have proof of this." "I have already written to the Secretary General of the United Nations to ask that the International Criminal Court send a team of investigators to Ivory Coast, and I am told that this will be done in coming days." Human rights groups and diplomats have said there are pro-Gbagbo Liberian mercenaries in Ivory Coast but Gbagbo's camp has always denied the charges. The International Criminal Court has said it is monitoring the situation in Ivory Coast. The U.N. had said that post-election violence had killed 170, but citing new information and further violence, including clashes that killed 14 in the western town of Duekoue, the U.N. mission has raised the death toll to 210. Simon Munzu, the head of the human rights division in the U.N. mission, said on Thursday the real figure was likely to be even higher. "We want the international community to do everything it can to put a stop to this violence," he said.

## TWELVE) - CATHERINE ASHTON APPOINTS MANAGING DIRECTOR FOR AFRICA

Catherine Ashton, EU High Representative for Foreign and Security Policy/Commission Vice President, today appointed Nicholas Westcott as Managing Director for Africa in the new European External Action Service (EEAS).

Speaking on the appointments Catherine Ashton said: "I am pleased to announce the appointment of Nicholas Westcott as the Managing Director for Africa in the EAS. This appointment completes the package of top officials with responsibility for the EU's key relationships around the world. Together with the appointments I have already announced, I am confident that the top team of the new service reflects the best possible balance of talent and experience to meet the challenges we face.

Nicholas Westcott is British High Commissioner to Ghana and non-resident Ambassador to Cote d'Ivoire, Burkina Faso, Niger and Togo. His considerable experience of Africa includes a previous posting in Tanzania and a secondment to the UK Department for International Development on regional co-operation in Africa. He also brings impressive knowledge of the EU, having worked on Common Foreign and Security Policy and EU affairs in both London and Brussels.

## THIRTEEN) - MOROCCO BANS AGAIN AWARDING CEREMONY OF TRANSPARENCY INTERNATIONAL PRIZE

Les autorités marocaines ont interdit pour la troisième fois une cérémonie de remise d'un prix par l'ONG [Transparency-Maroc](#) (TM) à deux militants des droits de l'Homme, a indiqué mercredi soir à l'AFP l'un de ses dirigeants. "Le siège de Transparency-Maroc a reçu mercredi soir une lettre du wali (représentant du gouvernement) de Rabat signifiant par écrit l'interdiction de cette remise pour des raisons +sécuritaires+", a déclaré Sion Assidon, membre du conseil national de Transparency-Maroc. La cérémonie devait se dérouler au siège du "club des avocats" au quartier de l'océan à Rabat et distinguer le militant associatif Chakib Khiyari et l'avocat de gauche Abderrahim Berrada. M. Khiyari a été condamné en février 2009 à trois ans de prison ferme après avoir été accusé de "perception de sommes d'argent de parties étrangères (pour) discréditer les efforts déployés par les autorités marocaines dans la lutte contre le trafic de drogue". Le [prix de l'intégrité](#) devait être remis dans un premier temps aux deux militants le 9 décembre mais la cérémonie avait été interdite par "l'administration de la bibliothèque nationale de Rabat", où elle devait initialement se dérouler. Le 21 décembre, la remise du même prix a été interdite une seconde fois par les autorités locales de Rabat. Elle devait avoir lieu au siège de Transparency-Maroc à la même ville.

#### **FOURTEEN) - GHANA SHOWS FISCAL DISCIPLINE WITH FUEL HIKE**

A move by Ghana's government to hike retail fuel prices may prove unpopular at home, but will be greeted warmly by foreign investors eager to see the West African state tighten its fiscal policy. Ghana, one of a handful of sub-Saharan countries with a Eurobond, is poised to be Africa's fastest growing economy in 2011 after joining the club of oil exporters with the start up of its offshore Jubilee field last month. Its government announced this week it had raised the price of petrol and diesel by 30 percent in an effort to offset a costly surge in crude oil prices on the world market and to pay off the state-owned refinery's 500 million cedi (\$336.7 million) debt. Critics warned the hike will hurt ordinary Ghanaians and small businesses by rippling through the transport and manufacturing sectors, and will add to mounting inflationary pressures that threaten to stem economic growth. But analysts said on Wednesday the move makes fiscal sense and could boost investor confidence by showing Ghana is willing to break with the past by making tough choices to tame its budget deficits. "Yes there may be more inflationary fallout as a result of this, but I think it is a small price to pay for the greater good -which is the absence of worrying imbalances that can lead to greater macroeconomic problems," said Razia Khan, an analyst at Standard Chartered Bank. "Investors will see this as a positive move."

#### **FIFTEEN) - TUNISIAN SETS HIMSELF ABLAZE IN NEW SELF-IMMOLATION INCIDENT**

A high school student suffered severe burns after setting himself ablaze in an act imitating Mohamed Bouazizi, who died earlier this week after setting himself on fire in protest against unemployment, official sources said on Thursday. Bouazizi's act in the town of Sidi Bouzid sparked a wave of unrest as people demonstrated against high living costs and joblessness in Tunisia, turning him into a symbol in the fight against unemployment. The new self-immolation incident took place as thousands of protesters had gathered for Bouazizi's burial on Wednesday in Sidi Bouzid. He died of the self-inflicted burn wounds earlier this week. The student, 17-year-old Ayoub al-Hamidi, set fire to himself in his school principal's office Wednesday in Aryana, north of Tunis. Al-Hamidi was taken to hospital with severe burn wounds. He had been summoned to the principal's office for allegedly planning to burn down school offices after the school prevented a group of students from organising a march in solidarity with Bouazizi's funeral gathering. An estimated 5,000 people marched in Bouazizi's funeral procession, expressing anger about unemployment and living costs. Some chanted "Mohamed, we weep for you today, we will make those who caused your death weep." Bouazizi, who sold vegetables on the street for a living, was forced by police to stop his business because he did not have a proper permit. In protest, he doused himself with petrol and set himself on fire. Tunisian President Zine al-Abidine Ben Ali dismissed three government ministers and the governor of Sidi Bouzid in an attempt to restore calm to the country.

#### **SIXTEEN) - ALGERIAN YOUTH TAKES TO THE STREETS TO PROTEST ECONOMIC DEPRIVATION**

La jeunesse est de nouveau descendue ces dernières heures dans les rues de plusieurs villes d'Algérie pour protester avec violence contre la vie chère, le manque de logements et le chômage dans ce pays riche en hydrocarbures. Dans la nuit de mercredi à jeudi à Bab el Oued, un des grands quartiers populaires du vieux centre d'Alger, ce sont des dizaines de jeunes manifestants qui ont attaqué le commissariat local à coups de pierres. Ils ont également saccagé et incendié le magasin du concessionnaire de Renault réduisant en carcasses une dizaine de véhicules, a constaté un photographe de l'AFP. Phénomène devenu classique: ils ont enflammé de vieux pneus pour couper la route aux renforts tout comme au même moment d'autres jeunes de la banlieue ouest, à Cheraga, avec la même revendication. Lundi soir déjà, des milliers de jeunes avaient bloqué des routes de Tipaza (70 km à l'ouest d'Alger), pour dénoncer aussi leurs conditions de vie difficiles. Et mercredi à Oran, à 430 km à l'ouest d'Alger, la tension était visible: des dizaines de jeunes ont brûlé des pneus, coupé les routes avec des troncs d'arbre et jeté des projectiles contre les automobilistes. Le Quotidien d'Oran a rapporté jeudi que les jeunes avaient forcé un dépôt pour en voler des sacs de farine, au moment où le prix du pain est en hausse et qu'une pénurie de blé pointe. A l'aube de son troisième mandat, en 2009, le président Abdelaziz Bouteflika s'était engagé à construire un million d'appartements manquants depuis le séisme de 2003 et le triplement de la population (35,6 millions d'habitants) depuis l'indépendance en 1962. 10.000 habitations ont été livrées cette année à Alger. Actuellement, 75% des Algériens ont moins de 30 ans et plus de 20% des

jeunes sont chômeurs, selon le FMI. Cette situation les fait fuir vers l'Europe. Faute de visas, ils partent à bord d'embarcations de fortune au risque de leur vie. Tous les mois, les tentatives de dizaines d'entre eux échouent mais il n'existe pas de statistiques fiables sur cette émigration. Mohammed Saib Musette, sociologue du Centre de recherches de l'économie appliquée au développement (CREAD), a tiré jeudi la sonnette d'alarme. "Je crains que la situation s'embrace", a-t-il souligné à l'AFP, alors que le pays vit sous l'état d'urgence depuis la décennie noire anti-islamiste des années 90.

## SEVENTEEN) – KENYA - THE SILENT KILLER THAT CONTINUES TO CLAIM CHILDREN'S LIVES

Medical experts have warned that malaria and HIV have monopolised interventions geared towards curbing child mortality in Kenya, thus ignoring the equally deadly killer, diarrhea. This disease has silently claimed the lives of hundreds of children every year.

Cecilia Njambi, a mother of two, lost her first-born son to diarrhea. "He hadn't slept well the previous night and had complained that his tummy hurt. His stool was loose but we weren't alarmed as no one takes diarrhea seriously anyway. We just assumed that he must have eaten something that didn't go down well with him." "We gave him a solution of water and salt, as is common practice, and in the morning I left for work. That's the last I saw of my five-year-old alive."

Recent statistics show that although child mortality has decreased from 120 per thousand deaths to an all-time low of 74 per thousand deaths over the last five years; there are no clear strategies to the killer disease.

Many children - particularly those in rural areas and urban slums - continue to succumb to the condition every year, even as the country strives to realize the Millennium Development Goal 4 of reducing child mortality.

Healthcare providers emphasise that diarrhea is a key factor in child mortality, explains Evelyn Mutio, a nurse and member of the National Nurses Association of Kenya (NNAK).

She adds, "Many preventable deaths from diarrhea among children arise from what is referred to as 'the three delays' in the medical fraternity." The mother or guardian delays taking the child to the hospital for one reason or another usually it's because many people think this condition can be easily controlled and treated by self medication."

Then when they finally decide to take the child to the hospital, there's usually the factor of the distance to the dispensary which further delays contact between the child and the necessary healthcare provider. When the child finally reaches the health facility, diagnosis takes precedence over First Aid.

Mutio further explains that there are various types of diarrhea depending on the cause. The healthcare provider also has to ensure that while diagnosis is made the child is kept hydrated.

"They want to find the cause first and then treat. Meanwhile the child has lost a lot of liquid. You can imagine how dehydrated a child can be if every one hour they have four motions" (expelling through loose stool, which at times is accompanied by vomiting).

Jackline Ngatha says that often these fatalities arise from ignorance on the side of the parent or guardian.

"Although we are taught the importance of dealing with illnesses such as diarrhea immediately during our child immunisation clinic visits, information is not packaged in a manner that will drive the point home regarding the seriousness of the matter." "Often we are given reading material on hygiene but most of us are more concerned with putting food on the table than reading."

Mutio explains that a lack of money is another contributing factor and that diarrhea is more rampant among the poor. At the very basic level, we are looking at diarrhea caused by poor hygiene.

Clean water costs money, boiling costs money and even using chemicals to purify it costs money." She says that delaying a trip to the hospital is often due to a lack of money. Even though the government has established dispensaries where people can be treated for free, it is never completely free.

"Dispensaries are usually far and one needs transport. At the dispensary one needs to buy a medical card.

Often it costs way below a dollar but we live on under a dollar a day so that is still much. Then the healthcare provider will write down some prescription (for you) to buy from a chemist, "Jambi explains.

"Nothing is free. When a child has diarrhea we make concoctions in the house to try and stop it in order to save money". James Otieno, a resident of Kibera Slums - one of the largest slums in Africa - says that the situation is particularly bleak in the slums, as NGOs interested in the plight of the poor have put all their resources and energies into curbing HIV.

"There are no drainage facilities in the slum and no clean water. The little water that is available costs too much. When a child has been treated for diarrhea and goes back to the same dirty environment, the problem has only been postponed," he explains.

Otieno, together with friends, have formed a self-empowerment group to help keep their neighbourhood clean, and in the process help to control diseases brought about by what he refers to as 'a lack of garbage management'.

It is a small initiative but for the neighbours, it is a welcome solution towards creating an environment fit for raising healthy children, saving them from diarrhea and ultimately from deaths that are preventable.

## **EIGHTEEN) - NAMIBIA EMBARKS ON NUCLEAR POLICY**

Namibia is set to develop its rich uranium resources and intends to pursue uranium enrichment locally. It also plans to build its own nuclear electricity plant.

Nuclear energy experts from Finland's Nuclear and Radiation Authority are currently helping the Ministry of Mines and Energy (MME) to draft Namibia's first ever nuclear policy, which is to be completed mid-2011, together with relevant laws. Namibia plans to generate electricity from its own nuclear reactor by 2018.

"It is the expressed decision of the Namibian government to seriously consider the development of nuclear power in order to complete the national energy mix and provide sufficient energy for our development," said mining minister Isak Katali at an introductory nuclear policy conference recently.

"The uranium and nuclear energy policy to be developed will cover the entire nuclear fuel cycle, being uranium exploration, mining, milling and nuclear energy (generation)," Katali added.

The nuclear policy will include the establishment of a nuclear waste management fund, black economic empowerment through equity participation in the uranium sector, skills transfer to Namibians and using uranium only for peaceful purposes.

Namibia is producing about 5 000 tons of uranium annually and was the world's fourth-largest producer in 2009, providing nearly ten percent of the global needs.

"It is no secret that our government made the decision to develop nuclear power locally - the demand for energy is growing," says Joseph Iita permanent secretary in the MME.

"We have big uranium resources and we work together with the International Atomic Energy Agency (IAEA) to achieve a strong policy framework for a safe and efficient nuclear policy for peaceful purposes only."

Namibia is signatory to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), Comprehensive Safeguards Agreement in Connection with the NPT and Protocol Additional to the Safeguards Agreement. The country established the Namibian Atomic Energy Board in February 2009.

"Namibia is committed to achieving a world free of nuclear weapons, where nations and peoples can live in peace and harmony and we welcome the entry into force of the African Nuclear-Weapon-Free-Zone Treaty - the Pelindaba Treaty," Namibia's foreign affairs minister Utoni Nujoma told the NPT Review Conference in New York last year

"We regard this milestone as an important step for regional peace and security. Namibia is in the process of ratifying this important instrument," said Nujoma.

Due to the lack of a policy framework, the government put a moratorium on issuing uranium exclusive exploration licences (EPLs) in 2007.

Some 66, mostly foreign companies from Australia, Canada and China companies have EPLs for uranium exploration in Namibia, mainly in the coastal Erongo Region.

Only four uranium companies obtained uranium mining licences with two mines operational and two new mines under construction among them

The oldest mine, Rössing Uranium of British Rio Tinto started in 1976, only to be joined three decades later in 2007 by Langer Heinrich Uranium (LHU). LHU is owned by Australian mining outfit Paladin Energy, which produced 1,170 tons of processed uranium called yellow cake in 2009.

The Iranian government has a 15 percent stake in Rössing Uranium.

At least five more uranium mines are in the pipeline within the next three to four years and the national power utility NamPower is already expanding its power grid and electricity generation capability

The new uranium mining areas are partly located in a proclaimed national park and one of the most popular tourist hotspots in the country.

"Unless all this is well-managed and the necessary safeguards are in place, the uranium rush will negatively affect the environment – both at individual mine level and on a cumulative basis, which will affect sense of place, tourism, lives and livelihoods," says Peter Tarr, one of the experts who completed an in-depth study on the impact of the future uranium industry.

Peter Versveld works for a tourism company in the Namib Desert and takes visitors to breathtaking views over

the rugged mountain ranges called the 'moon landscape' and to the famous Welwitschia desert plants, some of them being a thousand years old.

"We are very worried about the bad impact the uranium boom will have on the beautiful landscape here and the possibility of a nuclear reactor being built. It will negatively affect our tourism sector at the coast and the nearby desert," says Versveld.

But Johannes Goraseb, whose family has lived for generations in humble dwellings some 80 kilometres east of the coastal town of Swakopmund near another tourism hot spot - the Spitzkoppe Mountains, which gave ancient rock paintings - looks forward to getting a job.

"There are not enough tourists coming here to sustain all of us so when the uranium mine under construction nearby becomes operational, I hope I will get a job there," he says. "Already Areva, which owns the new mine, has donated water tanks to us. They bring development as they will also build a mining village for their staff and this will bring development here in the desert," he added.

Erongo Regional governor Samuel Nuuyoma says uranium mining was an important economic pillar and expected to grow from 5.54 percent of Namibian GDP in 2008 to 14.78 percent by 2015. "Contribution to the economy is expected to more than double from the current \$ 150 million to \$ 305 in 2015," Nuuyoma says. "Mike Leech, the president of the Chamber of Mines, said, "Uranium producing countries such as Namibia are inevitably surrounded by questions of health, environmental and radiation safety, waste and non-proliferation". With new uranium mines on the horizon and expansion projects at existing mines, it is estimated that thousands of jobs may be created in the Erongo region alone.

Fernando Matos Rosa

Brussels

